

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6 place de la Pyrotechnie  
CS 70004  
18019 Bourges

Bourges, le 09/03/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAS FERME EOLIENNE DE CHERY**

16 boulevard Montmartre  
75009 Paris

Références : -  
Code AIOT : 0010011881

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2026 dans l'établissement SAS FERME EOLIENNE DE CHERY implanté Les Genièvres 18120 Chéry. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS FERME EOLIENNE DE CHERY
- Les Genièvres 18120 Chéry
- Code AIOT : 0010011881
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Ferme éolienne de Chéry est située sur la commune de Chéry. Le parc représente une puissance

totale installée de 13,9 MW. Il se compose de :

- 7 aérogénérateurs identifiés CH2 à CH8 présentant les caractéristiques suivantes :
  - Puissance unitaire maximale de 1,98 MW ;
  - Hauteur maximale de mât de 96 m ;
  - Diamètre de rotor maximal de 100 m ;
  - Hauteur totale maximale en bout de pale de 150 m.
- Un poste de livraison électrique.

Le parc bénéficie du droit d'antériorité pour fonctionner sans l'autorisation prévue par la rubrique n°2980 de la nomenclature des installations classées.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Langue des documents	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3.-I.	Demande d'action corrective	60 jours
6	Maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-3ème alinéa	Demande d'action corrective	60 jours
15	Panneau et identification mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective	60 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
2	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
4	Maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
5	Maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2ème alinéa	Sans objet
7	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 I	Sans objet
8	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 II	Sans objet
9	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	Sans objet
10	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV	Sans objet
11	Déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet
12	Déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
13	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
14	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
16	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
17	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans le tableau ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Sécurité des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;</li> <li>- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;</li> <li>- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li> <li>- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;</li> <li>- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).</li> </ul> <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu le plan de prévention du 01/11/2023.</p> <p>Vu le Plan Opérationnel de Sécurité Interne (POSI) qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'incident ou</p>

d'accident.

Le plan de prévention et le POSI regroupent à eux deux l'ensemble des informations requises en matière de situations d'urgence et de consignes de sécurité.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Sécurité des installations

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15

**Thème(s) :** Risques accidentels, Formation du personnel

### **Prescription contrôlée :**

Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.

La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/ incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.

### **Constats :**

Vu le plan de prévention du parc éolien de la Ferme de Chéry.

Les maintenances principales sont effectuées par Vestas.

Le plan de prévention, contenant entre autres les procédures à suivre en cas d'urgence, est transmis à Vestas et signé par cette entreprise, qui en fait ensuite prendre connaissance à chaque membre de son personnel et de ses sous-traitants amenés à intervenir sur le site.

Pour certaines tâches spécifiques, des prestataires externes peuvent être amenés à intervenir. Dans ce cas, une fiche d'opération particulière est préparée et transmise au prestataire afin de prendre en compte d'éventuels risques mineurs non prévus par le plan de prévention et les mesures de préventions correspondantes.

Avant chaque intervention sur site les attestations de formations du personnel intervenant sont transmises à l'exploitant.

Deux exercices d'entraînements ont été réalisés ces dernières années sur le parc éolien de la ferme de Chéry, un exercice simulant des conditions de gel, et un autre simulant une situation de survitesse.

Vu le compte rendu d'exercice de simulation de conditions de gel réalisé en décembre 2023.  
Vu le compte rendu d'exercice de simulation de survitesse réalisé en juillet 2025.

Les comptes rendus contiennent les informations sur la date de l'exercice, les personnes impliquées, le scénario simulé ainsi que le déroulé de l'exercice et les éventuels dysfonctionnements rencontrés ainsi qu'une analyse de ces dysfonctionnements pour qu'ils ne se reproduisent pas.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Langue des documents

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3.-I.

**Thème(s) :** Autre, Langue des documents

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports, registres, manuels, consignes et justificatifs visés par le présent arrêté, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée.

Par dérogation, le manuel d'entretien destiné à être utilisé par un personnel spécialisé qui dépend du fabricant ou de son mandataire peut être fourni dans une seule des langues communautaires comprises par ce personnel.

Les documents attestant de la conformité de l'installation avant sa mise en service ainsi que les rapports de contrôles et de maintenance établis avant le 30 juin 2020 peuvent ne pas être disponibles dans leur version française.

Les autres documents établis avant le 30 juin 2020 doivent être disponibles en version française à compter du 1er juillet 2022.

**Constats :**

Une partie des rapports de maintenance des éoliennes est rédigée en anglais.

**Constat :** l'ensemble des rapports de contrôle des installations n'est pas disponible en version française.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 4 : Maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Registre de maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
<b>Constats :</b>  Vu le registre de maintenance avec les opérations de maintenances effectuées ainsi que les dates associées.  Le suivi des défaillances est réalisé sur un logiciel à part nommé Eofix, vu pendant l'inspection. Quand une défaillance est constatée à la suite d'une opération de maintenance, une déclaration avec les informations concernant la défaillance est faite sur Eofix. À partir de là, une fiche est créée et envoyée au maintenancier afin qu'il réalise les opérations correctives nécessaires.  <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2ème alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Tests arrêts
<b>Prescription contrôlée :</b>  Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
<b>Constats :</b>

Vu les rapports de maintenance annuelle pour les éoliennes CH3 et CH8 réalisés par Vestas et datés respectivement des 17/09/2025 et 01/10/2025, en particulier les points de contrôles portant sur la mise à l'arrêt d'urgence des installations.

Les précédents contrôles de mise à l'arrêt d'urgence pour CH3 et CH8 ont été réalisés respectivement les 10/10/2024 et 07/11/2024.

Vu les rapports Check ICPE electrical pour les éoliennes CH3 et CH8 réalisés par Vestas et datés respectivement des 22/09/2025 et 01/10/2025, en particulier le point de contrôle portant sur le contrôle de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse.

Les précédents contrôles de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse pour CH3 et CH8 ont été réalisés respectivement les 03/10/2024 et 04/11/2024.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Maintenance

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-3ème alinéa

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques

**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.

**Constats :**

Vu les rapports de vérification des installations électriques réalisés par Socotec pour les éoliennes CH3 et CH8 datés du 02/09/2025.

Le rapport de contrôle de CH3 met en évidence la non-conformité suivante : un ou plusieurs éclairage(s) de secours est/sont inopérant(s) (Luminaire à changer).

L'exploitant indique que ce point est bien pris en compte, il ne s'agit pas d'un défaut majeur, une action corrective est prévue dans un délai de un an.

Les vérifications précédentes des installations électriques pour CH3 et CH8 ont été effectuées le 04/09/2024 par Socotec également.

**Constat :** les installations électriques intérieures de l'éolienne CH3 ne sont pas conformes selon le rapport de vérification réalisé par Socotec.



<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 7 : Sécurité des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôles brides
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p>
<b>Constats :</b> <p>Vu les rapports de maintenance annuelle pour les éoliennes CH3 et CH8 réalisés par Vestas et datés respectivement des 17/09/2025 et 01/10/2025, en particulier le point de contrôle concernant le contrôle visuel du mât.</p> <p>Vu les rapports d'intervention de serrage pour les éoliennes CH3 et CH8 réalisés par Coverwind respectivement les 23 à 24/10/2025 et le 30/10/2025.</p> <p>Vu les rapports de contrôle visuel des brides pour les éoliennes CH3 et CH8 réalisés respectivement le 30/10/2023 et le 31/10/2023.</p> <p>Une fois tous les trois ans, un torquage par échantillonnage sur 10 % des brides non collées est réalisé. Les brides qui n'ont pas été resserrées manuellement sont contrôlées de manière visuelle.</p> <p>Lors de la visite sur site, l'inspection a contrôlé par sondage le marquage de certaines brides sur les éoliennes CH2 et CH4.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Sécurité des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôles visuels pales
<b>Prescription contrôlée :</b>  Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  Vu les rapports de contrôle visuel des pales effectués par drone pour les éoliennes CH3 et CH8, réalisés par Vestas et datés du 30/01/2026. Le précédent contrôle visuel des pales pour les éoliennes CH3 et CH8 a été réalisé le 06/08/2025.  Pour l'éolienne CH3, plusieurs défaillances de catégorie 3 ont été relevées (37) impliquant une réparation sous un an et/ou surveillance selon le calendrier défini par Vestas.  Pour l'éolienne CH8, plusieurs défaillances de catégorie 3 ont été relevées (9) ainsi que des défaillances de catégorie 4 (4) impliquant une réparation sous 6 mois et/ou une surveillance selon le calendrier défini par Vestas.  L'exploitant explique qu'une personne est dédiée au suivi des pales et en particulier au suivi des actions menées sur les défauts identifiés des pales, à ce titre, cette personne s'assure que les défauts relevés soient traités dans les délais impartis.  <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Sécurité des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes instrumentés de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

**Constats :**

Vu la liste des systèmes instrumentés de sécurité (SIS).

Vu les rapports de maintenance annuelle pour les éoliennes CH3 et CH8 réalisés par Vestas et datés respectivement des 17/09/2025 et 01/10/2025.

Les précédents contrôles de maintenance annuelle pour CH3 et CH8 ont été réalisés respectivement le 10/10/2024 et le 07/11/2024.

Vu les rapports de maintenance semi-annuelle pour les éoliennes CH3 et CH8 réalisés par Vestas et datés respectivement des 24 à 25/04/2025 et 13 à 19/05/2025.

Les précédents contrôles de maintenance semi-annuelle pour CH3 et CH8 ont été réalisés respectivement le 29/05/2024 et le 05/06/2024.

Vu les rapports Check ICPE electrical pour les éoliennes CH3 et CH8 réalisés par Vestas et datés respectivement des 22/09/2025 et 01/10/2025.

Les précédents contrôles Check ICPE electrical pour CH3 et CH8 ont été réalisés respectivement le 03/10/2024 et le 04/11/2024.

L'ensemble des systèmes instrumentés de sécurité sont contrôlés au travers des différents contrôles cités ci-dessus.

Dans la liste des systèmes instrumentés de sécurité fournie, il n'est pas fait mention de la présence d'un système de détection ou déduction de formation de glace. L'exploitant explique que la déduction de glace est réalisée via le capteur de vent, qui apparaît bien dans la liste des SIS.

**Il serait souhaitable de faire mention dans la liste des SIS de la fonction de déduction de formation de glace du capteur de vent.**

De plus, dans les différentes opérations de maintenances inscrites dans la liste des SIS pour décrire la manière dont le contrôle du système hydraulique est effectué, certaines n'apparaissent pas dans les rapports de maintenance. L'exploitant s'est informé auprès du maintenancier sur le déroulement du contrôle du système hydraulique et il a été confirmé que les opérations qui n'apparaissent pas dans les rapports de maintenance ne sont pas à effectuer.

**La description des opérations de maintenance concernant le système hydraulique inscrite dans la liste des SIS devra être mise à jour.**

**Pas d'écart constaté.**

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Faire mention dans la liste des SIS de la fonction de déduction de formation de glace du capteur de vent.</p> <p>Mettre à jour la description des opérations de maintenance concernant le système hydraulique.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Sécurité des installations**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes instrumentés de sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu le registre de maintenance qui reprend l'ensemble des SIS inscrits dans la liste des SIS avec les contrôles associés.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Déchets**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Elimination des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique qu'une à deux bennes « Eolbox » sont disposées sur site pendant les périodes de maintenance. Dans ces bennes, se trouvent différents bacs permettant de trier les déchets produits lors des maintenances et de les y stocker en attendant leur enlèvement. Une fois les bacs pleins, la société Ortec est contactée afin de procéder à l'enlèvement des déchets et au transport vers les filières de stockage ou de traitement adaptées.</p> <p>Vu par échantillonnage les bordereaux de suivi de déchet n°BSD-20250527-6JMEBF56C et n°BSD-</p>

20251008-17VKABCDZ correspondant à des dates de prises en charge respectivement les 28/05/2025 et 08/10/2025.

Le jour de l'inspection, aucun conteneur de déchet n'était encore installé sur site.

L'inspection n'a pas constaté de traces de brûlage à l'air libre à proximité des éoliennes CH2 et CH4.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 12 : Déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Registre déchets

##### **Prescription contrôlée :**

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;

- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;

- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un

<p>courtier ou un négociant ;</p> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu le registre des déchets qui contient l'ensemble des informations requises. Par échantillonnage, l'inspection a consulté 2 bordereaux de suivi de déchets, ces derniers ont été correctement retranscrits dans le registre des déchets.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 13 : Dispositions constructives**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Voies d'accès</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les chemins d'accès aux éoliennes CH2 et CH4 sont carrossables et permettent l'intervention des services d'incendie et de secours. Ces accès ainsi que les plateformes situées aux pieds des éoliennes CH2 et CH4 sont entretenus.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 14 : Sécurité des installations**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13</p>
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès aérogénérateur
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b>  Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès intérieurs de chaque aérogénérateur et du poste de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.  <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Panneau et identification mât**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Affichage public
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li> <li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li> <li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li> <li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Vu les consignes au niveau des aérogénérateurs CH2 et CH4 et du poste de livraison avec les mentions attendues. En revanche, le panneau avec les prescriptions à observer par les tiers se trouvant sur le chemin d'accès de l'éolienne CH4 n'est pas situé au début du chemin mais un peu plus loin, proche de l'éolienne. Ce positionnement impose aux tiers de s'approcher de l'éolienne pour pouvoir lire les consignes de sécurité, et de se mettre ainsi potentiellement en danger. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, post-inspection, un devis réalisé auprès du prestataire Debrosse Paysage le 05/03/2026 pour réaliser l'intervention de déplacement du panneau. L'exploitant confirme que les preuves du déplacement du panneau seront transmises à l'inspection des installations classées dès que l'intervention aura eu lieu.

<p><b>Constat :</b> le panneau exposant les prescriptions à observer par les tiers placé sur le chemin menant à l'éolienne CH4 est trop proche de cette dernière, entraînant une potentielle mise en danger des tiers.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

**N° 16 : Sécurité des installations**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Intérieur aérogénérateur</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'intérieur des aérogénérateurs CH2 et CH4 est maintenu propre. Aucun matériau combustible ou inflammable n'est entreposé à l'intérieur.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 17 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extincteurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>



**Constats :**

Vu la présence d'extincteurs en pied des aérogénérateurs CH2 et CH4. Ces derniers ont été contrôlés en octobre 2025.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite